

PREMIÈRE QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur**Introduction**

1. Conformément au mandat du Conseil qui a été réaffirmé à la session de novembre 2010, l'Institut international d'études sociales a approfondi l'analyse du contexte et des conditions d'une reprise durable de l'emploi. Les travaux entrepris ont abouti, notamment: i) à une nouvelle édition du *Rapport sur le travail dans le monde*, à paraître à l'automne 2011; ii) au lancement d'une série de recherches qui tire les enseignements des expériences des pays dans la gestion de la crise mondiale et le soutien de la croissance de l'emploi; et iii) à la coordination dans l'ensemble du Bureau des travaux de recherche sur la crise. Le présent rapport expose brièvement les principales réalisations de l'Institut et résume les résultats obtenus en matière de renforcement des capacités et dans le cadre d'autres activités menées au cours de l'année écoulée.

I. Travaux de recherche

2. Au vu de la nette détérioration des soldes budgétaires durant l'année qui vient de s'écouler et compte tenu de l'hétérogénéité grandissante des positions conjoncturelles des pays, le programme de recherche a porté principalement sur le lancement d'une série intitulée *Etudes sur la croissance et l'équité*, qui tire les leçons des expériences des pays et offre, de manière prudente, des conseils en matière de politiques concernant les programmes favorables à l'emploi; le marché du travail et les enjeux sociaux dans l'Union européenne; et le *Rapport sur le travail dans le monde 2011 – Des marchés au service de l'emploi*, lequel décrit les impératifs à long terme d'une sortie durable de la crise mondiale.

**A. Rapports sur le travail dans le monde
2010 et 2011**

3. Le rapport 2010 met en évidence le rôle fondamental, pour la reprise économique, de l'évolution équilibrée des revenus et du travail décent. Il indique les moyens avec lesquels on pourrait améliorer à la fois l'emploi et l'équité, notamment en renforçant les politiques axées sur l'emploi pour réduire le risque d'une aggravation du chômage de longue durée et d'une expansion du travail informel; en se servant de la croissance tirée par les revenus dans les pays excédentaires afin d'abandonner progressivement la croissance fondée sur l'endettement et de rendre possible la création d'emplois durables tant dans les pays

excédentaires que déficitaires; et en mettant en œuvre plus rapidement les réformes du système financier proposées pour assurer à l'économie réelle des volumes de crédit suffisants.

4. Le rapport a fait l'objet d'une large couverture médiatique et a été présenté à la réunion annuelle des institutions financières internationales, qui s'est tenue en octobre 2010 à Washington, DC. Par la suite, il a été présenté en interne au BIT, puis lors d'une réunion du Comité de l'emploi de l'Union européenne et à l'occasion d'un forum sur le travail décent organisé sous la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, ainsi qu'à une réunion d'experts organisée par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU. Par ailleurs, le rapport a été examiné lors d'un séminaire organisé à l'intention de responsables des politiques en Asie par l'Institut de la Banque asiatique de développement, à Tokyo.
5. Le *Rapport sur le travail dans le monde 2011* décrit les impératifs à long terme d'une sortie durable de la crise mondiale. Il évalue, en particulier, comment améliorer l'investissement réel dans les entreprises durables et stimuler ainsi les débouchés en matière d'emploi. A cet égard, il examine l'impact de la situation du marché du crédit sur la conjoncture financière actuelle, ainsi que les liens entre bénéfices des entreprises et décisions en matière d'investissement, et analyse la manière dont la politique en matière de dividendes et la rentabilité financière déterminent ces liens. Le rapport constate par ailleurs que l'alignement de la hausse des revenus réels du travail sur celle de la productivité présenterait un double avantage: cela permettrait de soutenir dès à présent la reprise de l'emploi et contribuerait en même temps à équilibrer les sources de la croissance, préparant ainsi le terrain pour une croissance durable de l'emploi à moyen terme.
6. Le rapport souligne que des programmes pro-emploi bien conçus peuvent soutenir la demande tout en favorisant un retour plus rapide aux conditions qui prévalaient sur le marché du travail avant la crise. En outre, on constate, au vu des résultats, que les dépenses afférentes à ces programmes sont compatibles avec les objectifs budgétaires à moyen terme. Dans les pays en développement, il existe de bonnes perspectives d'investissement dans les zones rurales et agricoles. Pour cela, il faut prévoir des investissements publics ciblés, mais également mettre un frein à la spéculation financière sur les denrées alimentaires de façon à réduire la volatilité des cours de ces dernières. Ce type d'interventions ne grève pas les finances publiques, et le rapport indique un certain nombre de moyens d'améliorer les positions budgétaires et d'élargir l'assiette fiscale, notamment s'agissant de la propriété ou de certaines transactions financières. Ces mesures contribueraient à une meilleure efficacité économique et permettraient de partager plus équitablement le fardeau de l'ajustement et, par là même, d'apaiser les tensions sociales.
7. Le Directeur a organisé, au siège de l'OIT en juillet 2011, la deuxième réunion technique de réflexion consacrée au rapport du Comité de haut niveau sur les programmes sur le thème *Vers une mondialisation plus équitable, plus verte et durable*, et il participe en qualité de coauteur à l'élaboration de ce rapport. Il a en outre pris part à la Conférence d'experts sur les tendances salariales en Europe qui s'est tenue à Bruxelles, le 15 septembre 2011. Il a débattu des questions salariales dans le contexte de la crise mondiale actuelle, et a également soulevé des questions se rapportant aux perspectives de reprise de l'emploi et au rôle des institutions de négociation collective.

B. Marchés du travail en Europe et enjeux sociaux d'une mondialisation durable

8. De nombreux pays de l'Union européenne doivent encore faire face à une série de problèmes sociaux et de travail engendrés par la crise, ce qui intensifie les pressions

s'exerçant sur des gouvernements déjà aux prises avec les défis à long terme liés à la mondialisation. L'étude conjointe, entreprise par l'Institut et la Commission européenne, examine de manière plus intégrée certaines des questions de politique générale qui se posent. A cet égard, l'Institut a communiqué deux rapports à la commission.

Mettre en place une reprise durable et riche en emplois

9. Le premier de ces rapports analyse les origines de la profonde crise économique et financière qui a frappé l'économie mondiale en 2008 et qui continue de dicter le comportement des marchés du travail de la planète. Il examine les enseignements tirés des crises financières, ainsi que le rôle déterminant des déséquilibres mondiaux dans la crise actuelle, puis il évalue l'efficacité des mesures de relance mondiales en comparant celles-ci à des mesures déjà appliquées en Argentine et en République de Corée. Enfin, il fait un tour d'horizon des mesures de politique générale permettant de maintenir le rythme de la reprise dans une période où la marge de manœuvre politique est de plus en plus réduite, en insistant sur l'importance de la création d'emplois de qualité et des initiatives fondées sur la demande afin de mettre en place une reprise durable et riche en emplois.

Vers une économie plus verte: Les dimensions sociales

10. Le second rapport vise à favoriser une meilleure compréhension de la nature de l'économie verte et de ses incidences pour les marchés du travail, en particulier s'agissant de la réaffectation des postes de travail des secteurs extrêmement polluants aux secteurs peu polluants. Il montre qu'il est possible d'obtenir un double bénéfice sous la forme d'une augmentation des possibilités de travail décent et d'une économie plus verte, à condition que les complémentarités existant entre politiques environnementales, économiques et sociales soient judicieusement exploitées. Afin de repérer les lacunes éventuelles dans le dosage des politiques, le rapport examine les mesures de politique verte que les pays de l'Union européenne appliquent actuellement. Il présente par ailleurs des estimations types concernant les mécanismes de transmission probables découlant de ces mesures.

Diffusion

11. Le rapport de synthèse a été présenté à une réunion d'experts qui s'est tenue à Bruxelles, en mars 2011, et à laquelle assistaient des experts des milieux universitaires et de la Commission européenne. Le principal message du rapport portait sur l'importance de la création d'emplois de qualité, et la nécessité de lancer une initiative fondée sur la demande afin de favoriser une reprise durable et riche en emplois et effectuer une transition en douceur vers une économie plus verte a été évoquée. En outre, il a été souligné que les politiques environnementales doivent être complétées par des politiques actives et passives du marché du travail, conformément à l'Agenda du travail décent, pour optimiser les profits et réduire les coûts.

C. Etudes de pays

Résumé

12. L'Institut a publié cinq études de pays fondées sur des analyses détaillées de la situation de l'Allemagne, du Brésil, de l'Espagne, de l'Indonésie et de la Tunisie. Ces études, qui ont été publiées dans la série *Etudes sur la croissance et l'équité*, montrent comment ces pays ont réagi à la crise financière mondiale et à ses conséquences et tirent quelques enseignements de ces exemples. Il apparaît que les réponses les plus efficaces sont celles

des pays qui, dès le départ, ont adopté un ensemble global de mesures couvrant l'emploi, les politiques sociales et les politiques macroéconomiques. Mais, même lorsque la réaction n'a pas été aussi efficace, la crise a ouvert des perspectives propices à la définition de nouvelles orientations et à l'acquisition d'une plus grande marge de manœuvre.

13. Un rapport de synthèse, intitulé *Pour une reprise durable: Des exemples de pays qui innovent*, fait le point sur les expériences les plus concluantes de l'Allemagne, du Brésil et de l'Indonésie et conclut que, dans la mesure où elles sont bien conçues et soutenues par un environnement macroéconomique favorable, les réformes inspirées par le Pacte mondial pour l'emploi sont de nature à favoriser la reprise et à assurer une croissance équilibrée. Parmi les éléments clés de ces politiques figurent: i) les conditions initiales (vitesse et ampleur de la réponse); ii) des mesures efficaces axées sur l'emploi; iii) la réduction de l'emploi informel; iv) des programmes de protection sociale bien conçus; v) des investissements favorables à l'emploi; et vi) la cohérence des politiques. Le dialogue social est certes un facteur clé de la reprise mais il joue par ailleurs un rôle capital en aidant le marché du travail à s'adapter aux changements majeurs survenus dans l'économie.
14. Les deux dernières études portent sur l'après-crise en Tunisie et en Espagne, deux pays qui ont dû faire face à la fois à la crise mondiale et à des difficultés spécifiques découlant d'un modèle de croissance déséquilibré. La crise a donc été pour ces pays l'occasion de concevoir un modèle de croissance plus global. Les deux rapports soulignent qu'il est nécessaire de venir en aide aux jeunes et qu'il est urgent de réduire au plus vite la dualité du marché du travail en promouvant la création d'emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité. D'autres rapports insistent sur le rôle capital que joue le dialogue social dans le traitement de ces problématiques, dans la mesure où il permet à la fois d'éviter les conflits sociaux (Espagne) et d'établir un consensus sur les solutions de moyen et de long terme susceptibles de réduire les inégalités et d'instaurer une ère de justice sociale (Tunisie).

Diffusion

15. Le rapport de synthèse a été présenté lors d'une réunion tripartite qui s'est tenue en mars 2011, lors de la 310^e session du Conseil d'administration du BIT. Les représentants des gouvernements de l'Allemagne, du Brésil et de l'Indonésie et se sont expressément ralliés au message clé du rapport, à savoir qu'il est indispensable, pour surmonter la crise, d'adopter une approche axée sur l'inclusion sociale. Les représentants des travailleurs et des employeurs ont également apporté un éclairage sur l'expérience de ces trois pays.
16. Outre la réunion organisée pendant la session du Conseil, des débats tripartites ont eu lieu dans chacun des pays concernés lorsque les études ont été achevées. Ces débats, qui se sont déroulés pendant toute une journée et ont marqué un temps fort de l'ensemble du processus, ont contribué à orienter le débat politique national et ont permis de communiquer les conclusions du rapport aux médias nationaux. Le rapport a ainsi trouvé un large écho dans la presse nationale – *Der Spiegel* en Allemagne, *El País* en Espagne, *Jakarta Post* en Indonésie, *La Presse* en Tunisie.

D. Le projet du Centenaire de l'OIT

17. Depuis la célébration du 90^e anniversaire de l'OIT, le projet du Centenaire, qui est financé par des allocations spéciales provenant du budget ordinaire du Bureau, a adopté une perspective à long terme. Il a élaboré un programme complet dont l'objectif général est de mieux faire comprendre le rôle de l'OIT, de montrer tout ce que l'Organisation a accompli depuis qu'elle existe et d'en accroître la visibilité. Une telle initiative implique tout

d'abord de proposer aux milieux universitaires de nouvelles perspectives sur l'histoire de l'OIT.

18. Un ouvrage a été publié en 2011 par les Presses universitaires de Rennes (PUR) avec le soutien du projet. Cet ouvrage trouve son origine dans une conférence organisée en 2009 par le projet et l'Université de Genève autour du thème «les réseaux réformateurs et l'OIT». En 2011 également, le projet a signé avec une prestigieuse maison d'édition (Palgrave Macmillan) un accord sur la création d'une collection du Centenaire, qui sera expressément consacrée à la publication de travaux universitaires de premier plan. Le premier volume, dont la publication est prévue pour novembre 2011, portera sur l'OIT, les droits de l'homme, le développement et la décolonisation. Des manifestations seront organisées, notamment dans les régions, en marge de la publication de l'ouvrage. Les autres travaux de recherche qui doivent être menés dans le cadre de cet important projet de publication porteront sur des sujets tels que les réseaux d'associations féminines, les coopératives, l'Eglise catholique, la guerre froide, etc.; pour chacune de ces études, ce sont l'OIT et ses activités qui constitueront le point d'ancrage de l'analyse, qui se placera dans une perspective transnationale.
19. En février 2011, le projet du Centenaire a organisé, en collaboration avec l'Université de Californie, Santa Barbara, une conférence internationale de trois jours sur le thème: «L'Occident à la rencontre de l'Orient: l'Organisation internationale du Travail, de Genève aux confins du Pacifique». Cette conférence doit déboucher sur la publication d'un ouvrage sur ce thème dans la collection du Centenaire. Le projet a également élaboré, avec l'Institut des hautes études de Nantes, un projet de quatre séminaires de haut niveau sur le thème de «L'humanisation du travail» depuis 1919. Le premier séminaire, consacré au sens du travail, s'est tenu en mars 2011. Le prochain, qui doit se dérouler à l'Université Humboldt de Berlin, aura pour thème «La sécurité et le travail».
20. Un ludiciel a été mis au point en collaboration avec le Département du développement des ressources humaines. Il retrace, sur un mode ludique, l'histoire et les grandes réalisations de l'OIT. Une première version en ligne de ce ludiciel a été testée avec succès lors de la session de la Conférence internationale du Travail de juin 2011. Il devrait être définitivement au point, dans sa double version – en ligne et jeu de société – d'ici à la fin de 2011. Il sera ensuite présenté à des fonctionnaires, aux mandants et à un public plus large.

II. Education

21. L'objectif des activités éducatives de l'Institut est de renforcer la capacité des mandants de l'OIT, d'analyser les grandes questions sociales et du travail, d'élaborer des moyens d'action ainsi que d'accroître l'intérêt et les capacités des universitaires, des chercheurs et des étudiants dans le domaine de la politique sociale et du travail.

A. Cours international de stagiaires sur les politiques sociales et du travail pour la promotion du travail décent (Genève, 12 mai - 1^{er} juin 2011)

22. Le cours international de stagiaires sur les politiques sociales et du travail pour la promotion du travail décent s'est déroulé au BIT, à Genève, du 12 mai au 1^{er} juin 2011. La finalité de ce cours était de consolider les connaissances de base sur le travail décent et de renforcer la capacité des participants de contribuer à l'élaboration des politiques sociales et du travail dans leur pays. Le cours visait les quatre objectifs suivants: a) proposer aux participants les informations les plus récentes dont dispose le Bureau sur les composantes

de l'Agenda du travail décent; *b*) mieux faire connaître les programmes et les principes de l'Organisation; *c*) promouvoir une vision intégrée des politiques sociales et économiques en faveur du travail décent; et *d*) stimuler les échanges d'idées et de données d'expérience entre les mandants de l'OIT. Des exposés ont été présentés, dans le cadre global des objectifs stratégiques de l'Organisation et dans ses domaines de gouvernance, à savoir les normes du travail, l'emploi, la protection sociale et le dialogue social, ainsi que sur des thèmes prioritaires et transversaux tels que l'égalité entre hommes et femmes, le VIH et le sida, les migrations, etc.

23. Le cours comportait également des exposés d'universitaires et de fonctionnaires du BIT, des ateliers et des travaux de groupe. Les participants ont visité le musée de la Croix-Rouge, les bureaux de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et de la Confédération syndicale internationale (CSI), ainsi que le barrage de Verbois, qui est exploité par les Services industriels de Genève (SIG).
24. Les participants ont été invités à évoquer la situation du travail décent dans leurs pays et à mettre en lumière les politiques sociales et du travail qui seraient nécessaires pour assurer la promotion du travail décent. A l'issue du cours, les participants ont été invités à évaluer les exposés, à donner leur point de vue sur l'organisation du cours et à faire des suggestions en vue d'améliorer celui-ci. Leur appréciation a été globalement très favorable. Un CD-ROM contenant tous les matériels pédagogiques a été remis aux participants, et l'Institut a affiché sur son site Web les principaux documents concernant le cours.

B. Chercheurs invités et visites d'étude

25. Six visites d'étude ont été organisées, auxquelles ont participé 228 chercheurs et étudiants de diverses universités. Au programme de ces visites figuraient notamment des exposés présentés par le personnel de l'Institut et des spécialistes d'unités techniques du BIT.
26. En 2010, le Prix de l'OIT pour la recherche sur le travail décent, qui vient récompenser une contribution exceptionnelle au développement des connaissances sur le travail décent pour tous, objectif central de l'OIT, a été décerné au Professeur Jayati Ghosh, de l'Université Jawaharlal Nehru (Inde) et au Professeur Eve C. Landau (Suisse). Les deux lauréates donneront une conférence publique le 11 novembre 2011, en marge des travaux du Conseil d'administration.

III. Stratégie du BIT en matière de connaissances

27. Le Directeur a également continué à assumer la fonction de coordonnateur des travaux de recherche relatifs à la crise, tant dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le Directeur général qu'en sa qualité de président de la Commission de la recherche et des publications du BIT – l'objectif étant une amélioration qualitative des capacités d'analyse de l'Organisation.
28. Dans le cadre de la Commission de la recherche et des publications et de la stratégie de gestion des connaissances, l'Institut, sous l'impulsion de son Directeur, a coordonné une conférence de recherche portant sur les grandes leçons de la crise et les perspectives à venir qui s'est tenue les 16 et 17 février 2011 au siège de l'OIT. Cette conférence a permis de diffuser des connaissances, de brasser des idées, de partager des expériences, notamment avec les collègues des régions, et d'échanger des connaissances entre les différents secteurs du siège de l'OIT. La conférence s'est notamment penchée sur trois questions clés: premièrement, qu'a-t-on retenu des mesures qui ont fonctionné durant la

crise et comment les poursuivre dans l'actuel contexte budgétaire; deuxièmement, comment parvenir à une reprise axée sur l'emploi tout en atteignant les objectifs budgétaires; enfin, troisièmement, comment favoriser une évolution plus juste des revenus et parvenir à une croissance durable.

29. Des collègues des régions ont pris part à la conférence et leurs préoccupations régionales ont constitué de précieux apports, notamment pour l'élaboration du programme de recherche du siège et des régions pour la prochaine période biennale. La participation d'experts extérieurs à la conférence a constitué une excellente occasion pour les chercheurs internes d'améliorer la qualité des travaux dans un domaine essentiel pour le programme de travail de la période biennale en cours et à venir. Une sélection de documents présentés à la conférence de recherche ont été réunis sous un volume édité intitulé *The global crisis: Causes, responses and challenges (La crise mondiale: causes, réponses et défis)*, accompagnés de messages clés du BIT transmis lors de la session de juin 2011 de la Conférence internationale du Travail.
30. L'Institut a également organisé, avec le Bureau régional de l'OIT pour l'Europe et l'Asie centrale, une conférence de réflexion de haut niveau sur le thème «Vers une Europe sociale centrée sur l'emploi et compétitive: Défis pour l'Europe et l'Asie centrale – Défis pour l'OIT» les 3 et 4 octobre 2011. Cette conférence a permis de réunir d'éminentes personnalités: des enseignants de réputation internationale, des représentants des gouvernements, des membres du Parlement européen et des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. Les participants ont étudié les moyens de résorber le double déficit – budgétaire et d'emplois – dans l'hypothèse d'une volonté des pays européens de prendre les choses en mains et de coopérer entre eux pour assurer une meilleure cohérence des politiques économiques, sociales et de l'emploi, y compris le respect des normes internationales du travail.

IV. Revue internationale du Travail

31. Les indicateurs pour la période à l'examen montrent les premiers signes d'une stabilisation depuis le grand succès du nouveau lancement, en 2007, de la *Revue internationale du Travail* par le Comité de direction, présidé par le Directeur de l'Institut. Le nombre de contributions spontanées est resté globalement inchangé depuis la dernière période, après une multiplication par cinq au cours des trois années précédentes. La Revue a en fait perdu du terrain dans son domaine traditionnel «Relations du travail et main-d'œuvre»: son facteur d'impact, évalué de façon indépendante, n'est aujourd'hui que de deux fois ce qu'il était avant son nouveau lancement (en partie du fait que le nombre plus élevé de documents publiés a pesé sur l'arithmétique qui est à la base de l'indicateur).
32. Ce recul technique est au moins partiellement compensé par l'avis de l'agence de notation en 2011, pour qui la *Revue internationale du Travail* peut désormais prétendre à une place dans la bonne moyenne dans la catégorie hautement concurrentielle de la presse économique. Cette reconnaissance indépendante de la contribution de la Revue à ces deux domaines de recherche distincts, associée à une appartenance de longue date à l'*International Association of Labour Law Journals*, montre que, grâce à sa nature multidisciplinaire unique, la *Revue internationale du Travail* gagne en visibilité et en crédibilité. Enfin, et surtout, l'audience et le rayonnement croissants de la Revue se traduisent par un essor régulier du nombre de téléchargements d'articles signalés par notre éditeur, Wiley-Blackwell – nombre qui a crû de plus de 50 pour cent par rapport à la période précédente, passant de 41 000 à 65 000 (contre 14 000 en 2008).
33. Parmi les articles des quatre numéros de la Revue parus depuis novembre 2010, il convient de citer un numéro spécial intitulé «Economie mondialisée: qui prend soin de qui?»

(n° 4/2010), en rapport étroit avec la question des travailleurs domestiques inscrite à l'ordre du jour de la CIT, et un dossier consacré aux perspectives sur les relations du travail en Chine (n° 1-2/2011).

V. Mouvements de personnel

34. Franz Christian Ebert a rejoint les rangs de l'Institut (février 2011) pour travailler sur les dispositions relatives au travail et la mondialisation. Stefan Kühn a également rejoint les rangs de l'Institut (avril 2011) pour y réaliser des travaux de modélisation concernant l'impact des politiques sur l'emploi et les questions sociales pour le G20. Peter Auer, Eddy Lee et Francis Maupain assument toujours la fonction de conseillers techniques.

VI. Publications

35. Une liste des publications parues depuis novembre 2010 figure en annexe.

Annexe

Publications parues entre novembre 2010 et octobre 2011

a) **Rapport sur le travail dans le monde 2011: Les marchés au service de l'emploi**

- *Editorial*, par Raymond Torres.
- Federico Curci, Sameer Khatiwada et Steven Tobin: *Market turbulence, employment and social unrest: Trends and outlook* (chap. 1).
- Verónica Escudero, Sameer Khatiwada et Elva Lopez: *Making profits work for investment and jobs* (chap. 2).
- Matthieu Charpe: *The labour share of income: Determinants and potential contribution to exiting the financial crisis* (chap. 3).
- Uma Rani et Marva Corley-Coulibaly: *Investing in food security as a driver of better jobs* (chap. 4).
- Marva Corley-Coulibaly, Naren Prasad et Pelin Sekerler-Richiardi: *Tax reform for improving job recovery and equity* (chap. 5).
- Matthieu Charpe et Stefan Kühn: *Effective employment policy under tight fiscal constraints* (chap. 6).

b) **Etudes sur la croissance et l'équité**

- *Rapport de synthèse – Making recovery sustainable: Lessons from country innovations.*
- *Allemagne – A job-centred approach.*
- *Brésil – An innovative income-led strategy.*
- *Espagne – Quality jobs for a new economy.*
- *Indonésie – Reinforcing domestic demand in times of crisis.*
- *Tunisie – A new social contract for fair and equitable growth.*

c) **Documents de travail**

- N° 210. Miguel Á. Malo: *Labour market policies in Spain under the current recession.*
- N° 209. Ekkehard Ernst: *Determinants of unemployment flows. Labour market institutions and macroeconomic policies.*
- N° 208. Djoni Hartono: *Assessing policy effectiveness during the crisis: The case of Indonesia.*

- N° 207. Martin Dietz, Michael Stops, Ulrich Walwei: *Safeguarding jobs in times of crisis – Lessons from the German experience*.
- N° 206. Sameer Khatiwada: *Did the financial sector profit at the expense of the rest of the economy? Evidence from the United States*.

d) **Autres publications**

- Institut international d'études sociales (IIES), à paraître: *Building a sustainable job-rich recovery*, rapport de synthèse conjoint CE-BIT, Bureau international du Travail, Genève, 2011.
- Institut international d'études sociales (IIES), à paraître: *Towards a greener economy: The social dimensions*, rapport de synthèse conjoint CE-BIT, Bureau international du Travail, Genève, 2011.
- Bureau international du Travail: *The Global Crisis – Causes, responses and challenges*, 2011.

e) **Articles externes**

- W. Eichhorst, V. Escudero, P. Marx et S. Tobin (2010): «The Impact of the Crisis on Employment and the Role of Labour Market Institutions», *IZA Discussion Paper Series*, IZA DP No. 5320, Bonn, nov. 2010.
- M. Charpe (coauteur) (2011): «Financial Assets, Debt and Liquidity Crises: A Keynesian Approach», *Cambridge University Press*, 472 pp.
- M. Charpe (coauteur) (2011): «Stabilizing an unstable economy: Fiscal and monetary policy, stocks, and the term structure of interest rates», *Economic Modelling*, vol. 28, pp. 2129-2136.
- M. Charpe (coauteur) (2011): «Worker debt, default and diversity of financial fragility», *IMK*, document de travail n° 5.
- U. Rani (coauteur) (2011): «Do Economic Reforms Influence Home-Based Work? Evidence from India», réimprimé dans *Inequality, Development and Growth*, édité par Günseli Berik, Yana Rodgers et Stephanie Seguino, New York, Routledge.
- U. Rani (coauteur) (2011): «Extending the coverage of minimum wages in India: Simulations from Household data», *Economic and Political Weekly*, 46(22): 47-55.
- P. Sekerler Richiardi (2011): «Is Jevons a liberal of happiness?», dans R. Ege et H. Igersheim (dir. de publication): *Freedom and Happiness in Economic Thought and Philosophy: From Clash to Reconciliation*, Abingdon, Routledge, pp. 85-101.